

Lettre à l'attention des parlementaires fédéraux

Madame la Conseillère nationale, Monsieur le Conseiller national,
Madame la Conseillère aux Etats, Monsieur le Conseiller aux Etats,

Mercredi au Conseil national, respectivement jeudi au Conseil des Etats, vous allez entamer, à l'initiative de l'UDC, un premier débat parlementaire sur la SSR et le service public.

Jusqu'à aujourd'hui, notre voix est la seule qui ne s'est pas fait entendre. Nous, professionnel(le)s de la SSR, réalisateurs et réalisatrices, journalistes, documentalistes, producteurs et productrices, animateurs et animatrices, techniciens et techniciennes de radio et de télévision, assistantes et assistants, nous les artisans des programmes de la SSR, ne pouvons plus rester silencieux face aux tentatives de démantèlement de la radiotélévision de service public, dépositaire de l'histoire culturelle, sociale et politique de la Suisse, passée et présente, depuis plus de 90 ans.

Nous constatons que la motion soumise au vote, qui charge le Conseil fédéral de tenir compte dans son rapport de trois interventions parlementaires limitant drastiquement le périmètre et le budget de la SSR, a pour but d'orienter l'important débat de fond qui suivra sur une voie strictement économique.

Le service public ne peut pas être réduit à quatre variantes de budget, taillées sur mesure et ne tenant compte d'aucune réalité.

Ces dernières semaines, notre entreprise s'est engagée dans une restructuration qui s'est soldée par des licenciements, suppressions de postes et coupes de programmes. Nous y voyons les premières séquelles d'une confrontation idéologique qui a pris pour cible la SSR, comme d'autres prestations de service public.

La SSR n'est pas une entreprise de médias comme les autres. C'est un patrimoine national, à la fois mémoire de l'histoire récente du peuple suisse, témoin et acteur du présent.

La SSR est une actrice essentielle de la cohésion nationale, à laquelle elle contribue par une répartition des ressources favorable aux régions minoritaires. La Suisse romande et le Tessin paieraient au prix fort une réduction des moyens qui mettrait en péril le fédéralisme.

Nous en appelons à votre responsabilité politique et citoyenne pour que l'avenir du service public ne fasse pas l'objet d'un jeu politique aux conséquences hasardeuses. Nous vous demandons de garantir un cadre serein à ce débat crucial que nous appelons de nos vœux, en refusant toute tentative d'imposer dans l'urgence des contraintes à une discussion qui doit demeurer ouverte.

Nos représentant/e/s sont prêt/e/s à rencontrer les parlementaires qui le souhaiteraient.

Veuillez croire, Madame la Conseillère nationale, Monsieur le Conseiller national, Madame la Conseillère aux Etats, Monsieur le Conseiller aux Etats, à l'expression de notre respectueuse considération.

Signataires :

L'assemblée du personnel RTS-radio du 15 décembre 2015

La Communauté des journalistes, réalisateurs, assistants-réalisateurs, chercheurs et webéditeurs (télévision)

La Communauté des producteurs et productrices de l'Actualité et du Programme (télévision)

La Communauté de l'Info (radio)

La Communauté des Artisans du Programme (radio)

GroupEspace2

GIR, Gruppo Giornalisti RSI

Soutenu par le Syndicat Suisse des Mass média (SSM)